



Tél : 01 48 10 86 29

Fax : 01 48 10 86 26

FSU – Bernadette GROISON
104 rue Romain Rolland
93260 LES LILAS

Pantin, le 2 avril 2012



Camarade,

Dans votre lettre du 26 mars dernier, après avoir analysé la situation sociale, vous me demandez mon point de vue sur ces questions. Vous avez peut-être déjà eu l'occasion d'entendre certains de mes propos à l'occasion de mes interventions dans les médias et je vous les rappelle bien volontiers.

- Chômage

Dans cette société d'exploitation, le seul véritable droit des exploités est d'avoir un emploi et un salaire permettant de vivre. C'est un droit élémentaire, qui devrait être un droit imprescriptible, mais près de 6 millions de travailleurs, en France, en sont privés.

Des millions de travailleurs privés d'emploi d'un côté et de l'autre, des millions de travailleurs surmenés, surexploités, usés avant l'âge, voilà le fonctionnement « normal » de la société capitaliste. Toute société normalement constituée devrait avoir à cœur de permettre à chacun de trouver sa place dans la société et de répartir la charge de travail entre tous. Nous en sommes loin !

Le chômage est le produit normal de cette société capitaliste qui surexploite les uns et pousse les autres à l'inactivité et à la misère, il est le produit de l'exploitation patronale, un moyen de chantage aussi pour le patronat. Quel salarié n'a pas entendu "si tu n'es pas content, il y en a des milliers pour prendre ta place" ! Et quand une entreprise a besoin d'embaucher, les chômeurs sont "l'armée de réserve", comme disait Marx, dans laquelle elle peut puiser sans avoir à augmenter les salaires pour attirer des ouvriers qui auraient déjà un emploi.

Alors que la crise s'aggrave et que le chômage se répand, il est vital de ne pas se laisser diviser entre travailleurs ayant un emploi et travailleurs au chômage. Nous sommes tous des chômeurs en sursis ou des travailleurs sans emploi. Le problème du chômage est notre problème à tous que nous devons combattre collectivement en imposant :

L'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, avec le maintien du salaire. Même en période de crise et de ralentissement de la production, il y a toujours du travail. Qu'on se le répartisse et qu'on puise dans les profits actuels et passés de la bourgeoisie pour maintenir les emplois et les salaires.

L'embauche dans les services publics existants, où les effectifs ont fondu comme neige au soleil, comme la Santé, l'Éducation, les transports. Mais il faudrait aussi mettre en place des services publics nouveaux comme pour la construction de logements ou l'aide aux personnes âgées, ce qui signifierait là encore la création de centaines de milliers d'emplois.

Evidemment, nous sommes solidaires de toutes les revendications des associations de chômeurs qui dénoncent la pauvreté des travailleurs sans emploi et se battent aujourd'hui pour des augmentations des allocations de chômage et des minimas sociaux.

- Santé

Tout le monde devrait avoir la possibilité d'accéder gratuitement à l'information, à la prévention et aux soins tout au long de sa vie, ainsi qu'à la possibilité de bénéficier des innovations médicales et d'une prise en charge quand cela est nécessaire.

Les cliniques privées et les trusts pharmaceutiques, qui raisonnent selon les profits qu'ils peuvent distribuer aux actionnaires et non en mettant au premier plan l'intérêt des malades, devraient être expropriés. En effet, tout ce qui concerne la santé (recherche et production des médicaments, examens et traitements, interventions chirurgicales, soins, hospitalisations, suivi médical, etc.) devrait relever uniquement du service public et être placé sous le contrôle des travailleurs du secteur, des usagers et de la population.

Aujourd'hui, quand on a des faibles revenus, il est souvent impossible de renouveler ses lunettes ou de soigner ses dents. Aussi, tous ceux qui en ont besoin devraient pouvoir bénéficier, sans déboursier un centime, des équipements nécessaires, en matière d'optique, de prothèses dentaires, auditives...

Dans l'immédiat, il faudrait au moins supprimer le forfait hospitalier, qui n'a cessé d'augmenter depuis sa création en 1983 supprimer les franchises médicales revenir sur les remboursements de médicaments et faire en sorte que toutes les dépenses de santé soient prises en charge à 100 %.

En cas d'arrêt maladie, le salaire intégral devrait être maintenu par l'employeur car les dépenses, notamment celles liées au logement, ne sont pas moindres quand on est malade.

Et bien sûr, il faudrait également arrêter de fermer des centres de soins, des services et des hôpitaux et, au contraire, dans le cadre du service public, en construire et embaucher afin qu'il y ait du personnel et des lits en nombre suffisant pour accueillir, dans de bonnes conditions et sur tout le territoire, tous ceux qui en ont besoin.

- Retraites

L'incroyable accroissement de la productivité du travail aurait même dû permettre d'avancer régulièrement l'âge de la retraite... si tous les gains de productivité n'avaient pas servi à accroître les profits.

Au lieu de cela, toutes les attaques contre les systèmes de retraite, du privé et du public, ont été un moyen d'abaisser les pensions des travailleurs, et d'alléger la participation du patronat et de l'État.

Au lieu de cela, pendant que leurs enfants sont condamnés à l'inactivité, les anciens ne peuvent quitter les chaînes de production avant un âge où ils seront souvent bien incapables de profiter d'une retraite en bonne santé, s'ils ne sont pas morts avant.

Nous défendons l'idée que le patronat, qui a usé les travailleurs, devrait pourvoir à tous leurs besoins : chaque salarié, dans une société tant soit peu humaine, devrait percevoir son plein salaire jusqu'à la fin de ses jours.

En tout état de cause, il faut imposer de revenir à l'âge légal de 60 ans avec 37,5 annuités de cotisations pour une retraite à taux plein, pour tous les salariés, du public et du privé. Et puisqu'il est difficile de vivre avec moins que le Smic, le minimum-vieillesse qui est 742 euros par mois doit être ramené au niveau du Smic.

- Inégalités hommes-femmes

Chaque année, les statistiques publiées sur la question révèlent qu'en France, en matière de salaire, d'emploi, de retraite ou de travail domestique, l'écart entre les hommes et les femmes demeure, voire s'aggrave. Et au-delà même de ces statistiques, combien de femmes travailleuses constatent cette inégalité, chaque jour ?

Tous temps de travail confondus, les femmes touchent, au total, un salaire 27 % moins élevé que celui des hommes. Même à poste et à expérience équivalents, les femmes touchent 10 % de moins. Plus souvent employées dans des secteurs où les salaires sont bas, elles sont aussi les plus exposées à la précarité, puisque huit salariés à temps partiel sur dix sont des femmes et qu'une femme salariée sur deux est en CDD. Il y a aussi plus de femmes au chômage. Leurs retraites s'élèvent à peine à la moitié de celles des hommes. Aussi les femmes sont-elles plus touchées par la pauvreté que les hommes. Dans le domaine familial et domestique, elles continuent d'assumer l'essentiel des responsabilités.

Ainsi, malgré les discours sur l'égalité ou les textes de loi sur la parité, les gouvernements n'ont jamais été capables de faire appliquer la simple devise : « à travail égal, salaire égal ». Il faut imposer l'alignement des salaires et des conditions de travail des femmes sur ceux des hommes, c'est-à-dire imposer aux patrons l'arrêt du scandale de la surexploitation des femmes.

En qualité de militants syndicaux vous êtes les mieux placés pour savoir que la seule arme pour faire aboutir cela, à faire changer la condition des salariés, est la lutte collective.

Je répète dans mes interventions électorales que cette lutte collective des travailleurs devrait être suffisamment massive, suffisamment explosive, pour menacer réellement la classe capitaliste. Nul ne peut prédire quelle injustice patronale, quelle provocation contre les travailleurs, quelle mesure gouvernementale, déclenchera cette vague puissante. Ce qui est certain, c'est que c'est une nécessité car la classe capitaliste ne lâchera rien sans sentir la colère ouvrière et la menace sur ses profits et sur sa fortune.

Recevez, Camarade, mes salutations militantes.

Nathalie ARTHAUD

